

<b>Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 25 mars 2014</b>
---

**PRESENTS :**

MM. Galant J., Bourgmestre, Présidente,  
Caulier G., Horny D., Desmet-Culquin B., D'Haese-  
Leuridant M., Echevins,  
Dubois G., Mauroy-Moulin-Stalpaert P.,  
Pottiez P., Hallot J.P., Breuse E., Senecaut M.,  
Decamps P., Delhay J., Chanoine V., Demoustiez A.,  
Dessilly V., Decoster C., Egels E., Petit N., Conseillers,  
Gillard S., Directeur général ff.

**EXCUSEE :**

Vanderkel A., Robette-Delputte F., Conseillers

**Madame Senecaut arrive après le vote du point 16**

- 
1. Approbation du procès-verbal de la séance du 25 février 2014 – partie publique –  
approbation

**LE CONSEIL COMMUNAL, à l'unanimité,**

Approuve le procès-verbal de la séance du 25 février 2014, partie publique.

- 
2. Finances – Situation de caisse au 10 mars 2014 – information

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Prend connaissance de la situation de caisse au 10 mars 2014 , qui est arrêtée au montant de  
3.820.047,63 €.

- 
3. Finances – Budget 2014 : approbation des autorités de tutelle en date du 27 février 2014 –  
réformation du Service ordinaire et modification d'écritures au Service extraordinaire –  
information

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Prend connaissance de cette information.

4. **Secrétariat – Assemblée générale d'ORES Assets – désignation des 5 représentants communaux – approbation**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-31 et L 1122-34 § 2;

**Vu** la circulaire relative à l'application de l'article 148 du code wallon du logement;

**Vu** le procès-verbal des élections communales du 14 octobre 2012, attribuant 17 sièges à la liste du Bourgmestre (L.B.) et 4 sièges au Parti Socialiste (P.S.);

**Attendu** qu'en date du 31 décembre 2013, l'association intercommunale ORES Assets a été constituée suite à la fusion des intercommunales IDEG, IEH, IGH, INTEREST, INTERLUX, INTERMOSANE, SEDILEC et SIMOGEL, et que cette association, soumise à la législation relative aux intercommunales, a pris la forme d'une Société Coopérative à Responsabilité Limitée (SCRL) ;

**Considérant** que l'objet social de cette SCRL porte sur :

- la gestion des réseaux de distribution ;
- la fourniture d'électricité et de gaz ;
- l'exécution des obligations de service public imposées par le Gouvernement, conformément aux dispositions décrétales en vigueur ;
- la production d'électricité verte et de gaz issus de sources d'énergie renouvelables ;
- la distribution d'électricité et de gaz, l'approvisionnement régulier, la promotion d'une utilisation rationnelle de l'énergie ;
- l'étude, l'établissement, la recherche, le développement, la valorisation du savoir-faire acquis dans les domaines de prestations de service et activités connexes directes ou indirectes à celles dont question aux 5 points précédents ;

**Considérant** que la Commune de Jurbise était membre des intercommunales « IGH » et « IEH »;

**Considérant** qu'en sa séance du 21 mai 2013, le Conseil communal a procédé à la désignation des cinq conseillers communaux représentant la Commune au sein de l'Assemblée Générale d' « IGH » d'une part, d' « IEH » d'autre part, proportionnellement à la composition politique du Conseil Communal selon la clef de répartition D'HONDT, à savoir :

- pour la liste L.B. : Madame DECOSTER-VIDTS Christa, Monsieur HALLOT Jean-Pierre, Monsieur EGELS Emmanuel et Monsieur DESSILLY Vincent ;
- pour la liste P.S. : Madame PETIT Nathalie.

**Attendu** que ces représentants étaient désignés pour représenter la Commune tant auprès de l'Intercommunale « IEH » qu'auprès d' « IGH » ;

**Vu** le courrier du 6 février 2014 de l'Intercommunale ORES Assets, demandant la désignation des 5 représentants communaux ou la confirmation des noms des 5 délégués désignés en 2013 pour représenter la Commune au sein des Assemblées générales d' « IGH » et d' « IEH » ;

**Attendu** que ce même courrier fixe la date de la prochaine Assemblée générale de l'Intercommunale au 26 juin 2014 ;

**Considérant** qu'il y a lieu de confirmer la désignation de ces cinq conseillers communaux qui représenteront dorénavant la Commune au sein de l'Assemblée Générale d'ORES Assets ;

**DECIDE, à l'unanimité :**

**Article 1er.** : Que les cinq représentants de la Commune au sein de l'Assemblée Générale, désignés le 21 mai 2013 en séance du Conseil communal, sont confirmés dans leur mandat.

**Article 2.** : Madame DECOSTER-VIDTS Christa, Monsieur HALLOT Jean-Pierre, Monsieur EGELS Emmanuel, Monsieur DESSILLY Vincent et Madame PETIT Nathalie représenteront la Commune de Jurbise au sein de l'Assemblée générale de l'Intercommunale ORES Assets, dont la prochaine séance se tiendra le 26 juin 2014.

**Article 3.** : Que la présente délibération sera transmise à l'Intercommunale ORES Assets ainsi qu'aux intéressés.

- 
5. **Secrétariat – Adhésion de la Commune au Plan de Cohésion Sociale 2014-2019 – adaptation du formulaire relatif au projet de Plan de Cohésion Sociale adopté le 5 novembre 2013 – approbation**

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Décret du 06 Novembre 2008 relatif au Plan de Cohésion Sociale dans les villes et communes de Wallonie;

Vu le Décret du 06 Novembre 2008 relatif au Plan de Cohésion Sociale dans les villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française;

Vu l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 12 Décembre 2008 portant exécution du décret du 06/11/2008 relatif au Plan de Cohésion Sociale dans les villes et communes de Wallonie;

Vu l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 12 Décembre 2008 portant exécution du décret du 06/11/2008 relatif au Plan de Cohésion Sociale dans les villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française;

Considérant qu'entre 2009 et 2013, la Commune de Jurbise a participé avec succès à la première édition du Plan de Cohésion sociale, qui a abouti à la mise en place de la Maison de quartier de Masnuy-Saint-Jean ;

Vu la délibération du 5 novembre 2013 par laquelle le Conseil communal a approuvé, à l'unanimité, le projet de formulaire relatif au Plan de Cohésion sociale 2014-2019 ;

Considérant que suite à la réception du projet jurbisien, le Service Public Wallonie - Direction interdépartementale de la Cohésion Sociale a fait part d'un accord conditionnel et invité la Commune à rencontrer une série de remarques destinées à améliorer le projet jurbisien, avant un accord définitif sur ce Plan ;

Vu l'approbation par le Collège communal, en sa séance du 17 février 2014, du nouveau projet de formulaire relatif au projet de Plan de Cohésion Sociale 2014-2019;

Attendu qu'il convient de communiquer le formulaire relatif au projet de Plan de Cohésion Sociale 2014-2019, ainsi que la délibération du Conseil Communal l'approuvant ;

Sur proposition du Collège communal ;

**DECIDE, à l'unanimité :**

**Article 1er.** De l'approbation du formulaire adapté relatif au projet de plan de Cohésion Sociale 2014-2019.

**Article 2.** – Un exemplaire de la présente délibération sera transmis au Service Public de Wallonie, Secrétariat général de la Direction interdépartementale de la Cohésion Sociale, dans les plus brefs délais.

- 
6. **Secrétariat – Plan de Cohésion sociale de la Commune de Jurbise : rapport financier relatif aux activités menées durant l'année 2013 – approbation**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Attendu** que le Collège communal, en sa séance du 12 Janvier 2009, a décidé de faire participer la Commune de Jurbise à l'appel à projet du Gouvernement Wallon relatif à la mise en place d'un Plan de Cohésion Sociale;

**Vu** le Décret du 06 Novembre 2008 relatif au Plan de Cohésion Sociale dans les villes et communes de Wallonie;

**Vu** le Décret du 06 Novembre 2008 relatif au Plan de Cohésion Sociale dans les villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française;

**Vu** l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 12 Décembre 2008 portant exécution du décret du 06/11/2008 relatif au Plan de Cohésion Sociale dans les villes et communes de Wallonie;

**Vu** l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 12 Décembre 2008 portant exécution du décret du 06/11/2008 relatif au Plan de Cohésion Sociale dans les villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française;

**Vu** l'approbation par le Conseil communal, en sa séance du 22 Septembre 2009, du formulaire relatif au projet de Plan de Cohésion Sociale 2009-2013;

**Vu** l'acceptation par le Gouvernement wallon, par un courrier du 16 Décembre 2009, du Plan de Cohésion Sociale de la Commune de Jurbise ;

**Vu** la nécessité de renvoyer, pour le 31 mars 2014, au SPW – Direction générale opérationnelle Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé – Direction de l'Action sociale, Avenue Bovesse 100 à 5100 Jambes, le rapport financier 2013 accompagné de la balance des recettes et dépenses ;

Vu la consultation préalable de la Commission locale d'accompagnement sur le dit rapport financier 2013 et l'absence de remarque à son sujet ;

**DECIDE, à l'unanimité :**

**Article 1.** – D'approuver le rapport financier PCS 2013.

**Article 2.** – De faire parvenir au SPW, pour le 31 mars 2014 au plus tard, un exemplaire de la présente délibération ainsi que le rapport susmentionné.

-----

7. **Juridique – Sites à réaménager – dossier SAR MB 168 : réhabilitation du site de l'ancienne Briqueterie de Jurbise – mode de passation, conditions et CSCh – approbation**

*Monsieur Delhaye rappelle qu'il s'agit ici d'un investissement qualifié d'improbable, passant désormais au statut d'investissement probable ce qui risque, comme l'ont fait remarquer les autorités de tutelle, de faire sortir la Commune des balises budgétaires imposées par la Région Wallonne. La Présidente lui confirme, au nom du Collège communal, que celui-ci a pleinement connaissance de ce constat et que les mesures budgétaires nécessaires seront prises afin de ne pas dépasser les balises fixées.*

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 24 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 19 avril 2012 fixant la deuxième liste de sites à réaménager, à financer dans le cadre de l'action IV.2.B « Réhabiliter les sites à réaménager » du Plan Marshall 2. Vert ;

Considérant que, dans un courrier du 27 avril 2012, le SPW-DG04 a informé la Commune de Jurbise que l'opération de réaménagement du site MB 168 dit « Briqueterie » avait été reprise dans cette liste, pour un montant prévisionnel de 525.000 euros ;

Vu la délibération du 12 juin 2012 désignant l'Intercommunale IDEA pour la réalisation des prestations suivantes :

- élaboration du dossier de reconnaissance de SAR ;
- auteur de projet ;
- surveillance de chantier ;
- coordination.

Vu l'avant-projet de CSCh établi par l'IDEA et remis aux autorités communales de Jurbise le 19 novembre 2013, accompagné d'un devis estimatif des travaux d'assainissement envisagé et d'un modèle d'offre, le tout constituant le « dossier projet » ;

Considérant que ce dossier d'adjudication, reprenant CSCh, métré estimatif, modèle d'offre et projet d'avis de marché, a été soumis au Service Public de Wallonie (SPW) pour accord définitif avant lancement de la procédure de marché s'y rapportant et poursuite du projet ;

Attendu qu'en date du 14 janvier 2014, le SPW a fait part de ses remarques à la Commune de Jurbise, remarques transmises à l'auteur de projet IDEA.

Considérant que sur base des adaptations souhaitées par le SPW, et apportées au dossier d'adjudication par l'auteur de projet, il appartient désormais au Conseil communal, pouvoir adjudicateur, d'initier la procédure de marché public ;

Considérant le cahier spécial des charges TC442-SAR-M B-128 relatif au marché "JURBISE - Site à réaménager - Briqueterie de Jurbise" établi par l'auteur de projet ;

Considérant que le montant estimé des travaux d'assainissement s'élève à 98.773,50 € HTVA ou 119.515,94 € TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par adjudication ouverte ;

Considérant qu'une partie des coûts sera subsidiée par SPW - Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie - Département de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme - Direction de l'Aménagement opérationnel, rue des Brigades d'Irlande 1 à 5100 Jambes ;

Considérant que les crédits suffisants ont été prévus à l'article 42190/72160:20130099.2014 de l'exercice extraordinaire du budget 2014 ;

**Décide, à l'unanimité :**

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges TC442-SAR-M B-128 et le montant estimé du marché "JURBISE - Site à réaménager - Briqueterie de Jurbise", établis par l'auteur de projet. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 98.773,50 € hors TVA ou 119.515,94 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir l'adjudication ouverte comme mode de passation du marché.

Article 3. - De solliciter une subvention pour ce marché auprès de l'autorité subsidiante SPW - Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie - Département de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme - Direction de l'Aménagement opérationnel, rue des Brigades d'Irlande 1 à 5100 Jambes.

Article 4. - De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

Article 5. - De financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article 42190/72160:20130099.2014 de l'exercice extraordinaire du budget 2014.

Article 6. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----  
8. **Juridique** - Service des Gardiens de la Paix – proposition de désignation (et prestation de serment) de Monsieur Thomas DESQUESNES en qualité de Gardien de la paix – **approbation**

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu les articles L1122-32 et L1122-33 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Vu la Loi du 15 Mai 2007 relative à la création de la fonction de gardien de la paix, à la création du service des gardiens de la paix et à la modification de l'article 119bis de la nouvelle loi communale ;

Vu l'Arrêté ministériel du 07 Décembre 2008 relatif à la tenue de travail et à l'emblème des Gardiens de la paix ;

Vu la Loi du 3 janvier 2014 modifiant la Loi du 15 mai 2007 relative à la création de la fonction de gardien de la paix, à la création du service des gardiens de la paix et à la modification de l'article 119bis de la nouvelle loi communale;

Attendu qu'il est proposé de désigner, en qualité de Gardien de la Paix, Monsieur Thomas Desquesnes, né le 24 septembre 1985, domicilié à 7050 Jurbise, Culot Vanderkel 6 ;

Attendu que, conformément à l'article 7, §2 de la Loi du 15 mai 2007 susvisée, modifiée par la Loi du 3 janvier 2014 également susvisée, l'avis de Monsieur le Chef de corps de la Zone de police Sylle et Dendre a été sollicité et obtenu le 14 février 2014, informant qu'aucun élément ne s'oppose à la désignation de Monsieur Desquesnes en tant que Gardien de la paix ;

Attendu que, en cas de désignation, l'intéressé s'engage à respecter de manière inconditionnelle les dispositions légales et réglementaires relatives à la formation, à la tenue, aux missions et à la déontologie du Gardien de la paix ;

Vu la Loi du 01 juillet 1860 apportant des modifications à la loi provinciale et à la loi communale en ce qui concerne le serment, article 1<sup>er</sup> ;

Sur proposition du Collège Communal du 10 février 2014 ;

**DECIDE, à l'unanimité :**

**Article 1er.** De désigner en qualité de Gardien de la paix Monsieur Thomas Desquesnes, né le 24 septembre 1985, domicilié à 7050 Jurbise, Culot Vanderkel 6.

**Article 2.** Un extrait de la présente délibération sera transmis à Monsieur Thomas Desquesnes.

Monsieur Thomas Desquesnes prête serment, ce jour, entre les mains de Madame la Bourgmestre Jacqueline GALANT.

-----

9. **Juridique – MP 2014-10-SG-GU relatif à l'acquisition de cellules et socles de columbarium – mode de passation, conditions du marché et CSCh – approbation**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (le montant du marché HTVA n'atteint pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 4 ;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2014-10-SG-GU relatif au marché "Acquisition de cellules et socles de columbarium" établi par le Service Juridique ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 8.264,46 € hors TVA ou 10.000,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera inscrit en modification budgétaire n°1 de l'exercice extraordinaire du budget 2014 ;



**DECIDE, à l'unanimité :**

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2014-10-SG-GU et le montant estimé du marché "Acquisition de cellules et socles de columbarium", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 8.264,46 € hors TVA ou 10.000,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - De financer cette dépense par un crédit qui sera inscrit au en modification budgétaire n°1 de l'exercice extraordinaire du budget 2014.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----  
**10. Juridique – Désaffectation de matériel roulant : Véhicule « Mega Plateau » du Service Propreté – approbation**

*Le Directeur général faisant fonction informe les membres de l'Assemblée d'une erreur dans la note de synthèse explicative fournie avec le projet de délibération.*

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal ;

Attendu que l'Administration communale a acquis, par décision du Collège communal du 31 mars 2008, deux véhicules non immatriculés de type Mega Plateau, pour le montant de 21.144,30 € hors TVA ou 25.584,60 €, 21 % TVA comprise ;

Vu la vétusté constatée du véhicule portant le numéro de série VLGN94VBAM2011453, faisant l'objet de la police d'assurance 0-16/0181.066/00-B, qui, après diverses réparations, n'est plus en mesure de rouler et de permettre au Service Propreté d'assurer ses missions ;

Attendu que ce bien doit être désaffecté du Patrimoine Communal ;

**DECIDE, à l'unanimité :**

Article 1<sup>er</sup> : d'approuver la désaffectation du véhicule de type Mega Plateau portant le numéro de série VLGN94VBAM2011453, faisant l'objet de la police d'assurance 0-16/0181.066/00-B, du patrimoine de l'Administration Communale de Jurbise.

Article 2 : de transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour disposition, ainsi qu'à la compagnie d'assurance Belfius pour suites voulues.

-----

11. **Personnel – Modification du règlement de travail du personnel communal non enseignant de la commune de Jurbise : correction des articles 3 §3 et 6§2 de l'annexe relative au règlement de pointage pour le personnel communal non enseignant – approbation**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu le règlement de travail du personnel communal non enseignant, adopté par le Conseil communal en sa séance du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;

Attendu que le règlement de pointage du personnel communal non enseignant, adopté par le Conseil communal en sa séance du 5 novembre 2013, constitue une annexe du règlement de travail précité ;

Attendu qu'il s'est avéré nécessaire de procéder à l'adaptation des articles 3 §3 et 6 §2 du règlement de pointage précité ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de concertation entre la Commune et le CPAS en date du 27 février 2014 ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de négociation syndicale en date du 27 février 2014 ;

Considérant qu'il est proposé de procéder aux adaptations qui suivent :

- a) Article 3- Par. 3 – Les prestations supplémentaires effectuées dans les 10 minutes qui suivent la fin de l'horaire ne seront pas comptabilisées ; à partir de la 11<sup>ème</sup> minute, toutes les minutes supplémentaires prestées seront comptabilisées, y compris les 10 premières minutes prestées.

*devient*

Article 3- Par. 3 – Les prestations supplémentaires effectuées dans les 15 minutes qui suivent la fin de l'horaire ne seront pas comptabilisées ; à partir de la 15<sup>ème</sup> minute, toutes les minutes supplémentaires prestées seront comptabilisées, y compris les 15 premières minutes prestées.

- b) Article 6 - Par. 2 – Chaque agent veillera à prendre le plus grand soin de son badge. En cas de perte, de détérioration ou de vol, l'agent avertira immédiatement son supérieur hiérarchique et le Service Personnel. A partir du 2<sup>ème</sup> remplacement du badge d'un agent, le Collège communal se réserve le droit, après audition de l'intéressé, de lui facturer le nouveau badge au prix de 10 €.

*devient*

Article 6 - Par. 2 – Chaque agent veillera à prendre le plus grand soin de son badge. En cas de perte, de détérioration ou de vol, l'agent avertira immédiatement son supérieur hiérarchique et le Service Personnel. A partir du 2<sup>ème</sup> remplacement du badge d'un agent, le Collège communal

se réserve le droit, après audition de l'intéressé, de lui facturer le nouveau badge selon le tarif arrêté par le Collège communal.

Après en avoir délibéré ;

**Décide, à l'unanimité :**

**Article 1er.** - D'adopter les adaptations proposées au règlement de travail du personnel communal non enseignant de l'Administration communale de Jurbise. Les articles 3 §3 et 6 §2 du règlement de pointage du personnel, constituant une annexe au règlement de travail, sont modifiés comme suit :

a) Article 3- Par. 3 – Les prestations supplémentaires effectuées dans les 10 minutes qui suivent la fin de l'horaire ne seront pas comptabilisées ; à partir de la 11<sup>ème</sup> minute, toutes les minutes supplémentaires prestées seront comptabilisées, y compris les 10 premières minutes prestées.

*devient*

Article 3- Par. 3 – Les prestations supplémentaires effectuées dans les 15 minutes qui suivent la fin de l'horaire ne seront pas comptabilisées ; à partir de la 15<sup>ème</sup> minute, toutes les minutes supplémentaires prestées seront comptabilisées, y compris les 15 premières minutes prestées.

b) Article 6 - Par. 2 – Chaque agent veillera à prendre le plus grand soin de son badge. En cas de perte, de détérioration ou de vol, l'agent avertira immédiatement son supérieur hiérarchique et le Service Personnel. A partir du 2<sup>ème</sup> remplacement du badge d'un agent, le Collège communal se réserve le droit, après audition de l'intéressé, de lui facturer le nouveau badge au prix de 10 €.

*devient*

Article 6 - Par. 2 – Chaque agent veillera à prendre le plus grand soin de son badge. En cas de perte, de détérioration ou de vol, l'agent avertira immédiatement son supérieur hiérarchique et le Service Personnel. A partir du 2<sup>ème</sup> remplacement du badge d'un agent, le Collège communal se réserve le droit, après audition de l'intéressé, de lui facturer le nouveau badge selon le tarif arrêté par le Collège communal.

**Article 2.** - De transmettre, pour approbation, un exemplaire de la présente décision aux autorités de tutelle.

-----

12. **Personnel – Modification du statut pécuniaire des grades légaux de la Commune (et du CPAS) de Jurbise : modification de l'échelle de traitement des grades légaux suite au passage de la Commune en catégorie 15 avec effet à la date du 3 décembre 2012**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la Loi du 8 juillet 1976 organique des Centres publics d'action sociale, et notamment son article 26bis §2 relatif à la concertation avec la Commune ;

Vu la Loi du 28 septembre 1984 prise en exécution de la Loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la Circulaire du 22 septembre 2009 du Service Public de Wallonie, relative au statut pécuniaire de certains titulaires d'un grade légal ;

Vu le statut pécuniaire du personnel communal non enseignant, adopté par le Conseil communal en sa séance du 20 septembre 2011 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 avril 2012 établissant par province et par commune les chiffres de la population au 1<sup>er</sup> janvier 2012, et fixant la population de la Commune de Jurbise à 10.013 habitants, alors qu'auparavant, la population de la Commune était de 9.481 habitants ;

Considérant par conséquent que la Commune de Jurbise est passée, sur base de cet arrêté, de la catégorie 14 (8.001 – 10.000 habitants) à la catégorie 15 (10.001 – 15.000 habitants);

Vu la délibération du 20 septembre 2011 du Conseil communal, modifiant le statut pécuniaire du Secrétaire communal et du Receveur communal de l'Administration communale de Jurbise ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de concertation entre la Commune et le CPAS en date du 1<sup>er</sup> juillet 2013 ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de négociation syndicale en date du 1<sup>er</sup> juillet 2013 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 5 novembre 2013 relative à la modification du statut pécuniaire des grades légaux suite au passage de la Commune en catégorie 15 ;

Vu l'arrêté du 9 décembre 2013 du Ministre Paul Furlan, Ministre en charge des Pouvoirs locaux et de la Ville, n'approuvant pas la délibération du Conseil communal du 5 novembre 2013, la délibération en question violant la loi et en particulier l'article L1121-3 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Considérant que, conformément à l'arrêté du 9 décembre 2013 évoqué ci-dessus et à l'article L1124-6 ancien du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, suite au passage de la Commune de Jurbise de la catégorie 14 à la catégorie 15, il convient d'adapter l'échelle de traitement des grades légaux, avec effet au 3 décembre 2012 et non au 1<sup>er</sup> janvier 2013;

Vu la nouvelle délibération du Conseil communal du 21 janvier 2014 relative à la modification du statut pécuniaire des grades légaux suite au passage de la Commune en catégorie 15 ;

Vu l'arrêté du 21 février 2014 du Ministre Paul Furlan, désapprouvant la délibération du Conseil communal du 21 janvier 2014, celle-ci violant la loi car la décision d'adapter l'échelle de traitement des grades légaux avec effet au 3 décembre 2012 et non au 1<sup>er</sup> janvier 2013, devait faire l'objet d'une nouvelle réunion de concertation Commune/CPAS et d'une nouvelle réunion de négociation syndicale ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de concertation entre la Commune et le CPAS en date du 27 février 2014 ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de négociation syndicale en date du 27 février 2014 ;

Considérant que les crédits nécessaires à ces adaptations ont été prévus au budget 2013, ainsi qu'au budget 2014 ;

Après en avoir délibéré ;

**Décide, à l'unanimité :**

**Article 1er.** - D'annuler la délibération du 21 janvier 2014 relative à la modification du statut pécuniaire des grades légaux suite au passage de la Commune en catégorie 15.

**Article 2.** - D'adopter les adaptations proposées à l'échelle de traitement des grades légaux, avec effet au 3 décembre 2012, et ce afin de tenir compte du passage de la Commune de Jurbise en catégorie 15.

**Article 3.** - Les crédits nécessaires à ces adaptations ont été prévus au budget 2013, ainsi qu'au budget 2014.

**Article 4.** - De transmettre, pour approbation, un exemplaire de la présente décision aux autorités de tutelle.

-----  
13. **Personnel – Recrutement d'un agent technique D7 pour l'Administration communale de Jurbise – organisation et modalités de la procédure d'examen – approbation**

*Monsieur Delhay demande si la personne qui sera recrutée, est appelée à remplacer un agent en place. La Présidente lui répond par la négative.*

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la délibération du Conseil communal du 29 janvier 1997 adaptant le cadre du personnel communal, ainsi que ses modifications ultérieures ;

Vu le statut administratif applicable au personnel communal non enseignant de la Commune de Jurbise, adopté par le Conseil communal en sa séance du 24 juin 1998, et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il est proposé de recruter un Agent technique à l'échelle barémique D7, afin de renforcer le Service Technique de l'Administration communale ;

Considérant que l'agent qui sera recruté sera essentiellement affecté à des missions de gestion, d'entretien, de réparation et d'amélioration du parc informatique communal ;

Attendu que le programme de l'examen, les modalités d'organisation et le mode de constitution du jury, relatifs à la nomination d'un Agent technique D7, sont fixés au statut administratif du personnel communal non enseignant de la Commune de Jurbise ;

Attendu qu'il est proposé de procéder à l'organisation d'un examen de recrutement par appel restreint ;

**Décide, à l'unanimité :**

**Article 1er.** - D'approuver l'organisation d'un examen de recrutement destiné à recruter un Agent technique à l'échelle barémique D7, afin de renforcer le Service Technique de l'Administration communale, et ce par la voie d'un examen de recrutement par appel restreint.

**Article 2.** - De charger le Collège communal de l'organisation de cet examen, conformément aux dispositions du statut administratif.

**Article 3.** - De transmettre, pour information, un exemplaire de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour information.

-----

14. **Personnel – Désignation d'un Directeur général pour l'Administration communale de Jurbise – organisation et modalités de la procédure d'examen – approbation**

*Monsieur Delhay demande si le Collège communal, qui propose de procéder à une désignation par le biais d'une promotion, dispose du choix entre la promotion et l'appel à candidats. La Présidente lui répond par l'affirmative.*

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la délibération du Conseil communal du 29 janvier 1997 adaptant le cadre du personnel communal, ainsi que ses modifications ultérieures ;

Vu le statut administratif applicable au personnel communal non enseignant de la Commune de Jurbise, adopté par le Conseil communal en sa séance du 24 juin 1998, et ses modifications ultérieures ;

Considérant que depuis le décès de Monsieur Michel Delhay, Directeur général en titre, au cours du mois de janvier 2014, le poste de Directeur général est vacant ;

Vu la délibération du 6 janvier 2014 du Collège communal, renouvelant pour une période provisoire de 3 mois la désignation de Monsieur Stéphane Gillard en qualité de Directeur général faisant fonction ;

Considérant qu'il est nécessaire et justifié de pourvoir définitivement au poste de Directeur général et d'initier, dans le courant de l'année 2014, une procédure d'examen permettant d'aboutir à la nomination d'un nouveau Directeur général ;

Attendu que le programme de l'examen, les modalités d'organisation et le mode de constitution du jury, relatifs à la nomination d'un Directeur général, sont fixés au statut administratif du personnel communal non enseignant de la Commune de Jurbise ;

Attendu qu'il est proposé de procéder à la nomination d'un Directeur général par la voie de la promotion ;

Considérant que, compte tenu du fait que l'Administration communale de Jurbise ne compte pas plus de deux agents de niveau A en son sein, l'accès à cette procédure peut être ouvert aux agents de niveau D6, B, C3 et C4 disposant de dix années d'ancienneté dans ces niveaux ;

Sur proposition du Collège communal, en sa séance du 17 février 2014 ;

**Décide, à l'unanimité :**

**Article 1er.** - D'approuver l'organisation d'un examen de recrutement destiné à pourvoir au poste de Directeur général, et ce par voie de promotion. Compte tenu du fait que l'Administration communale de Jurbise ne compte pas plus de deux agents de niveau A en son sein, l'accès à cette procédure sera ouvert aux agents de niveau D6, B, C3 et C4 disposant de dix années d'ancienneté dans ces niveaux.

**Article 2.** - De charger le Collège communal de l'organisation de cet examen, conformément aux dispositions du statut administratif.

**Article 3.** - De transmettre, pour information, un exemplaire de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour information.

-----  
15. **Travaux** – MP 2014-09-SG-GU relatif à l'acquisition d'un tracteur pour le Service Travaux de l'Administration communale – mode de passation, conditions du marché et CSCh – approbation

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 25 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2014-09-SG-GU relatif au marché "Acquisition d'un tracteur pour le Service Travaux de l'Administration communale" établi par l'auteur de projet ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 90.000,00 € hors TVA ou 108.900,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par appel d'offres ouvert ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2014, article 421/74451 :20140015.2014 ;

Considérant que, sous réserve d'approbation du budget, le crédit sera augmenté lors de la prochaine modification budgétaire ;

**DECIDE, à l'unanimité :**

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2014-09-SG-GU et le montant estimé du marché "Acquisition d'un tracteur pour le Service Travaux de l'Administration communale", établis par l'auteur de projet. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 90.000,00 € hors TVA ou 108.900,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir l'appel d'offres ouvert comme mode de passation du marché.

Article 3. - De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

Article 4. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2014, article 421/74451 :20140015.2014.

Article 5. - Ce crédit fera l'objet d'une prochaine modification budgétaire.

Article 6. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----



16. **Travaux - Plan Trottoirs 2011 - Aménagement de trottoirs à la rue des Masnuy. Proposition de convention avec les riverains des parcelles 431M et 431 H pour travaux au droit de leur habitation – approbation**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la délibération du Conseil communal du 18.12.2012 portant sur l'approbation des conditions et du mode de passation du marché d'aménagement de trottoirs à la rue des Masnuy à Masnuy-St-Jean ;

Vu la délibération du Conseil communal du 18.06.2013 portant sur l'approbation des modifications des conditions du marché des travaux d'aménagement de trottoirs à la rue des Masnuy à Masnuy-St-Jean ;

Vu la largeur minimale de 1,50 m imposée pour la création de trottoirs par le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (CWATUPE) afin de garantir une meilleure sécurisation des usagers faibles de la voirie ;

Vu la délibération du Collège communal du 17.09.2013 portant sur l'attribution du marché des travaux d'aménagement de trottoirs à la rue des Masnuy à Masnuy-St-Jean à l'entreprise De Meulemeester b.v.b.a. de Geerardsbergen ;

Vu l'ordre de commencer les travaux adressé le 10 mars 2014 à l'entreprise De Meulemeester b.v.b.a. de Geerardsbergen le 21 février 2014 ;

Vu la loi du 10 avril 1841 relative aux voiries vicinales et modifiée par les lois des 20 mai 1863, 19 mars 1866 et 9 août 1948, ainsi que leurs modifications ultérieures ;

Vu le plan de bornage du chemin n° 23 (aujourd'hui rue des Masnuy) approuvé par la députation permanente du Hainaut le 13 juin 1890 ;

Vu le plan d'emprise élaboré par le Hainaut Ingénierie Technique (HIT), auteur de projet désigné pour les travaux d'aménagement de trottoirs à la rue des Masnuy à Masnuy-St-Jean ;

Attendu qu'à l'analyse de ces plans, il apparaît que la haie située au droit de la parcelle n° 431 H a été implantée endéans la distance réglementaire imposée, et que la haie située au droit de la parcelle n° 431 M a été implantée, quant à elle, sur le domaine public ;

Attendu qu'à l'issue des négociations menées entre la Commune et les propriétaires des parcelles n° 431 H et 431 M, il est proposé d'établir une convention d'emprise de sol et de déplacement de haies existantes, de telle manière à permettre l'élargissement de l'assiette de la rue des Masnuy et d'assurer le bon déroulement des travaux susvisés tout en limitant les désagréments subis par les riverains ;

Considérant que les riverains concernés ont marqué officiellement leur accord sur les modalités pratiques évoquées dans ce projet de convention ;

**DECIDE ,à l'unanimité ;**

Article 1er. - D'approuver le projet de convention d'emprise de sol et de déplacement de haies, établie entre la Commune de Jurbise et les propriétaires des parcelles n° 431 M et n° 431 H.

Article 2. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----  
Madame SENECAUT intègre la séance  
-----

#### 17. Question(s) orale(s)

*Deux questions orales sont posées par Monsieur Delhaye, au nom du groupe PS.*

La première question porte sur l'organisation de « Mons 2015 ». « Entre mars et octobre 2015, à Boussu, Colfontaine, Dour, Frameries, Honnelles-Quiévrain-Hensies, Jurbise, Lens, Quaregnon, Quévy et Saint-Ghislain, 12 week-ends festifs mis sur pied par les Communes et la Fondation Mons 2015 feront la part belle aux parcours familiaux, aux ateliers, aux banquets et aux bals, qui seront les ingrédients de chaque événement festif. Entre patrimoine et légendes, imaginaire et poésie, migration et bande dessinée, le Grand Ouest fera la part belle au tissu associatif local et aux habitants de la région ».

*Monsieur Delhaye indique que la Fondation 2015 a récemment communiqué en ces termes sur le type de projets qui seront soutenus par la Fondation pour les 12 communes de l'arrondissement. Où en est la réflexion de la commune de Jurbise à ce propos à moins d'un an de l'événement ? Un appel à projets est-il prévu ? Des critères sont-ils définis ? Par ailleurs, au-delà de ce concept du Grand Ouest, des actions propres à Jurbise sont-elles programmées, à quelle hauteur ? Et les associations locales seront-elles sollicitées ?*

*La Présidente répond en rappelant l'évolution des différents contacts établis entre, d'une part, les représentants de la Fondation Mons 2015, et d'autre part les différentes communes concernées, dont celle de Jurbise. Deux réunions de la « Task Force » ont été organisées afin de sensibiliser les communes et de leur expliquer le projet « Grand Ouest », et une nouvelle réunion est encore prévue le 31 mars prochain. La Présidente confirme à l'assemblée que le secteur associatif jurbisien ainsi que plusieurs personnalités communales jurbisienues seront pleinement associés aux festivités, au sujet desquelles il est encore un peu trop tôt pour en dire davantage, les projets étant toujours en cours d'élaboration et un certain effet de surprise devant être préservé. La Présidente assure toutefois l'Assemblée que les membres de la Fondation Mons 2015 ont fait part de leur satisfaction au sujet des projets proposés par la Commune et sur la collaboration entamée. Grâce au financement promis par la Fondation et par le montant consacré par la Commune à « Mons 2015 », c'est un budget approximatif de 2 x 18.000€ qui devrait pouvoir être consacré à ces festivités.*

La seconde question du groupe PS porte sur une prolifération de chats à Masnuy-Saint-Pierre : Monsieur Delhaye indique que les membres du groupe ont été sensibilisés par plusieurs riverains du centre de Masnuy-St-Pierre à propos d'une prolifération de chats, provoquant des nuisances. La commune a déjà, par le passé, pris des initiatives en la matière. L'administration est-elle au courant de ce problème ? Des initiatives de sensibilisation et/ou de stérilisation peuvent-elles être entreprises à cet endroit ?

*La Présidente confirme à Monsieur Delhaye que le service chargé de gérer ces demandes et démarches est régulièrement sollicité, comptant parfois une moyenne de 2 à 3 demandes par mois durant certaines périodes, mais qu'une procédure a été instaurée afin de signaler une situation problématique et de s'assurer du caractère bien fondé des demandes citoyennes. La Présidente confirme également qu'à ce jour, aucune demande n'est venue de citoyens de Masnuy-Saint-Pierre, et que c'est aux citoyens de se manifester auprès de l'Administration.*

-----  
HUIS CLOS  
-----

PAR LE CONSEIL,

Le Directeur Général f.f.,

La Bourgmestre,

GILLARD Stéphane

GALANT Jacqueline